

économique a ralenti considérablement. J'aurai d'autres remarques à faire sur ce point, mais retenons pour l'instant que c'est là un des faits que ce communiqué nous révèle.

Le communiqué signale en outre que le nombre d'emplois a baissé de 218,000 de décembre à janvier, pour ne plus atteindre que 5,864,000; il y est également précisé qu'environ 476,000 de toutes les personnes sans travail en janvier étaient des hommes. Il n'est pas sans intérêt de noter qu'en janvier la liste des chômeurs comptait 545,000 personnes, dont 476,000 hommes, parmi lesquels 132,000 étaient âgés de moins de 25 ans. D'après le communiqué, quelque 69,000 Canadiennes étaient sans emploi en janvier, dont 35,000 âgées de moins de 25 ans; tous ces chiffres mettent en lumière le grave problème que pose le chômage au Canada pour les travailleurs âgés de moins de 30 ans. Je reviendrai sur ce point.

L'emploi a diminué dans toutes les parties du Canada au cours de la dernière période dont on a fait rapport, quoi qu'en ait dit le ministre du Travail dans le discours qu'il a prononcé à Montréal hier soir, et quelles que soient les prédictions du ministre des Finances et le jugement qu'il porte sur la situation. Les emplois dans les provinces de l'Atlantique ont diminué d'environ 42,000 entre décembre et janvier. Le chômage en janvier atteignait 14.7 p. 100 de l'effectif ouvrier, en comparaison de 14.9 p. 100 un an plus tôt dans les mêmes provinces. Entre décembre et janvier, les emplois ont baissé de 62,000 dans le Québec, d'environ 62,000 dans l'Ontario, de 37,000 dans les Prairies. Au cours de la même période, les emplois ont baissé de façon saisonnière en Colombie-Britannique.

Monsieur l'Orateur, le fait qu'un effectif ouvrier d'à peine plus de 6 millions de personnes compte 545,000 chômeurs continue d'être pour notre pays un problème que le présent gouvernement n'envisage pas comme il le devrait. Le gouvernement se réjouit du fait que le chômage, au cours de la dernière période dont on a fait rapport, n'était pas aussi élevé que pour la même période l'année précédente. Le fait qu'il existe 545,000 chômeurs dans un effectif ouvrier de 6 millions crée au pays une situation alarmante. Qu'il en soit ainsi depuis que le présent gouvernement est au pouvoir nous justifie d'accuser celui-ci encore une fois de s'attaquer au problème d'une façon très peu réaliste.

Il y aurait aussi certaines observations à faire au sujet du dernier communiqué du Bureau fédéral de la statistique, d'après lequel il y aurait, à l'heure actuelle, 545,000 Canadiens sans travail, c'est-à-dire 132,000 de plus qu'en décembre 1961. Ce chiffre représente une augmentation très importante du

nombre des chômeurs, qui s'étend à toutes les régions de notre pays. Ainsi que le signale le communiqué, il y avait alors 218,000 emplois de moins qu'au mois de décembre. C'est dire que la baisse a été plus que saisonnière, et cela malgré le programme de travaux d'hiver.

Cette baisse du nombre des emplois entre les mois de décembre et janvier est plus considérable qu'elle n'a été chaque année depuis que le gouvernement a pris les rênes, à l'exception de 1958, alors qu'il y avait eu une diminution de 230,000 emplois. Je dirais que l'augmentation du chômage aurait été beaucoup plus considérable si l'accroissement de notre effectif ouvrier n'avait pas été anormalement faible entre le mois de janvier de cette année et le mois de janvier de l'année dernière. La diminution de l'effectif de la main-d'œuvre entre décembre et janvier a été de 186,000. Cela signifie qu'environ le double de gens ont quitté les rangs de notre main-d'œuvre depuis que le gouvernement est au pouvoir. La seule chose qu'on peut en conclure, c'est que, découragés de n'avoir pu s'assurer de l'emploi, les gens quittent les rangs de notre main-d'œuvre pour aller chercher du travail à l'étranger.

Cent quarante-deux mille travailleurs cherchaient du travail depuis plus de trois mois en janvier dernier. C'est une augmentation de 34,000 par rapport au mois de décembre. Si l'économie canadienne avait continué à produire des emplois au même rythme que pendant les cinq dernières années de régime libéral, nous aurions dû, en janvier de cette année, disposer de 300,000 emplois nouveaux. C'est la conclusion importante que le ministre du Travail a oublié de signaler dans ses observations.

Ce qui doit nous inquiéter le plus, ce n'est pas seulement le haut niveau du chômage, mais, comme je l'ai déjà dit il y a un instant, l'arrêt ou l'immobilité relative de notre croissance économique. On n'a qu'à faire la comparaison avec une période analogue, antérieure à l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Du début de 1946, jusqu'au milieu de 1957, moment où le gouvernement a assumé ses fonctions, notre production globale a augmenté en moyenne de 4.6 p. 100 par année. C'était l'augmentation réelle, compte tenu des changements de prix intervenus à l'égard de notre produit national brut. Ce chiffre de 4.6 p. 100 est la moyenne qu'a su maintenir le régime précédent durant onze ans et demi.

Mais que s'est-il passé depuis 1957? Je le dis encore une fois, notre croissance économique a ralenti, et ce ne sont pas les déclarations exagérées du gouvernement, du ministre du Travail, du ministre des Finances ou d'autres, sur ce que sera la situation pour